



Pour une transformation des bases de notre économie

D'un côté, des milliardaires de plus en plus nombreux et de plus en plus riches, de l'autre, une population qui se paupérise sous les coups d'une inflation galopante, des changements climatiques qui ne sont pas sans conséquences sur les récoltes des petits paysans et des conflits armés en pleine recrudescence de part et d'autre de la planète. Face à cette situation, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) en appelle à une transformation des bases de notre économie afin de la rendre plus juste, plus égalitaire et plus protectrice de la dignité humaine et de la vie. Publié à l'occasion de la 27^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), qui ont lieu tout au long du mois de novembre, ce cahier donne la parole aux acteurs québécois de la solidarité internationale tout en mettant en avant quelques-uns des projets qu'ils mènent sur le terrain.

En Ukraine, SOCODEVI concentre ses efforts dans les régions de Louhansk et de Donetsk, situées près de la frontière séparatiste, où les terres sont particulièrement endommagées par les combats.

AP/NARIMAN EL-MOFTY

Toujours présente, malgré la guerre

Depuis 2008, SOCODEVI aide à l'implantation du modèle coopératif en Ukraine, mais depuis dix mois, son action est devenue principalement humanitaire

PIERRE VALLÉE
Collaboration spéciale

Fondée en 1985, l'organisation non gouvernementale SOCODEVI est l'outil en développement international de plusieurs grandes coopératives et sociétés mutuelles québécoises, telles Agropur et Promutuel Assurance.

« Notre approche en développement international est d'aider à bâtir et à consolider le modèle coopératif, précise François Dionne, directeur du programme international de SOCODEVI. Notre apport consiste à mettre à la disposition de nos partenaires, dans les pays où nous sommes présents, l'expertise acquise par nos membres dans les différents secteurs de l'économie où ils sont actifs,

par exemple la foresterie ou l'agroalimentaire. Les projets que nous mettons en place avec nos partenaires sur le terrain sont financés par Affaires mondiales Canada. »

Les premiers pas en Ukraine

À son arrivée en 2008, SOCODEVI a d'abord identifié deux régions, soit les provinces de Lviv, à l'est du pays, et de Dnipro, plus à l'ouest, où se trouvaient déjà de nombreuses fermes laitières familiales. L'intention était d'abord de consolider ce secteur agroalimentaire en favorisant les coopératives agricoles, en modernisant les équipements des fermes afin d'accroître la productivité et en renforçant la commercialisation des produits laitiers.

Quelques années plus tard, SOCODEVI ouvrait un nouveau chantier de collaboration avec la

même approche, mais cette fois dans la région du Donbass et dans les secteurs céréalier — principalement blé et tournesol — et maraîcher, en particulier en serre.

« La preuve du succès de ces initiatives est qu'elles ont fait des petits, avance François Dionne. Non seulement ces deux secteurs se sont consolidés, mais ils ont pris de l'ampleur et mené à d'autres projets, dont la construction d'un élevateur à grains à Dnipro et une usine de transformation laitière à Lviv. »

La donne change...

En 2014, la Russie arrache à l'Ukraine la Crimée, en annexant unilatéralement cette dernière. Mais ce qui bouscule la donne pour SOCODEVI, c'est plutôt l'insurrection prorusse dans le Donbass ukrainien, sou-

nue sous cape par la Russie.

« Si nos activités dans la région de Lviv n'étaient pas perturbées, raconte François Dionne, c'était tout le contraire dans le Donbass. Il a fallu concentrer nos efforts sur la consolidation des coopératives, particulièrement celles de Louhansk et de Donetsk, situées près de la frontière séparatiste, et aider à la reconstruction de celles endommagées par les combats dans la région. »

Et change encore

L'invasion en février dernier de l'Ukraine par la Russie a bousculé et transformé entièrement la vie civile en Ukraine, et SOCODEVI n'a pas eu de choix que de s'adapter à cette nouvelle et dure réalité.

VOIR PAGE D 5 : UKRAINE

SOIGNER LA TERRE GRÂCE AUX MARAÎCHÈRES D 4 | TUNISIE, UNE DÉMOCRATIE À SOUTENIR D 6 | DES FORMATIONS NUMÉRIQUES POUR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES D 7

Nous mettons de l'avant des solutions de rechange aux structures sociales, politiques et économiques injustes dans les pays du Sud.

devp.org | Suivez-nous : @DevPaix

Développement et Paix
CARITAS CANADA

Un automne chargé pour les relations internationales québécoises

La nouvelle ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Martine Biron, risque de vivre dans ses valises au cours des prochains mois. Son début de mandat sera en effet ponctué de rendez-vous internationaux importants pour le Québec.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
Collaboration spéciale

En novembre et en décembre, les grandes rencontres internationales du Québec se bousculeront. Le gouvernement québécois affichera notamment présent à la 27^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27) à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui se déroule du 6 au 18 novembre.

Quelques semaines plus tard, Montréal sera l'hôte d'une autre COP, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15). Notons que le siège du Secrétariat de cette convention se trouve dans la métropole québécoise.

Mais le plus gros morceau reste le prochain Sommet de la Francophonie, qui se tiendra enfin à Djerba, en Tunisie, les 19 et 20 novembre, après deux



Deux apiculteurs font l'entretien d'une ruche dans le cadre de l'initiative CasaMiel qui vise l'amélioration des conditions de vie des femmes et des hommes de la filière apicole en Casamance (Sénégal). SOCODEVI

reports dus à la pandémie. Le Québec y a récemment confirmé sa présence. François Legault devrait s'y rendre en compagnie de Martine Biron.

« Ce sommet représente une tribune internationale unique pour le Québec, qui en est un État membre à part entière et qui peut y faire rayonner ses positions politiques, ses valeurs et ses expertises et y développer des liens privilégiés avec d'autres gouvernements », rappelle Hélène Drainville, sous-ministre adjointe des Relations avec l'Afrique, de la Francophonie et des Affaires multilatérales.

Incontournable Francophonie

La Francophonie continue d'ailleurs de représenter un aspect très important de la diplomatie québécoise. Le gouvernement québécois a par exemple soutenu, en juillet, la première édition du Rendez-vous d'affaires de la Francophonie, qui avait lieu à Québec. D'autres rencontres de ce type étaient prévues, comme celle des entrepreneurs francophones en Côte d'Ivoire en octobre et le Forum économique francophone, qui se tiendra en marge du Sommet de la Francophonie.

Lors de son passage à Québec en mai dernier, la secrétaire générale de la Francophonie, la Rwandaise Louise Mushikiwabo, a officialisé l'implantation de la nouvelle Représentation extérieure de l'Organisa-

tion internationale de la Francophonie pour les Amériques (REPAM) dans la province. En plus de jouer un rôle de relais diplomatique dans les Amériques, la REPAM ambitionne de devenir un pôle d'expertise sur la langue française et de soutenir le développement de la Francophonie économique et numérique.

Par ailleurs, comme 85 % des francophones du monde devraient se trouver en Afrique en 2050, le Québec s'affaire à y tisser des liens privilégiés avec plusieurs pays. « Nous avons dévoilé en décembre dernier notre Stratégie territoriale pour l'Afrique, et la ministre a manifesté son souhait de réaliser une mission commerciale sur ce continent très rapidement », souligne la sous-ministre adjointe.

En octobre, Hélène Drainville séjournera d'ailleurs elle-même à Dakar, pour l'inauguration des nouveaux bureaux de la délégation générale du Québec. « Nous avons doublé notre personnel dans cette délégation depuis deux ans, ce qui témoigne bien de notre engagement envers notre relation avec l'Afrique », illustre-t-elle. Le Québec compte aussi des bureaux à Abidjan, en Côte d'Ivoire et à Rabat, au Maroc.

La nouvelle stratégie du Québec en Afrique repose sur cinq piliers, soit l'économie, l'éducation et l'enseignement supérieur, la culture, le renforcement des capacités institu-

L'AQOCI réclame plus de justice économique

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) tiendra en novembre ses traditionnelles Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Cette année, l'organisation met l'accent sur la justice économique.

JEAN-FRANÇOIS VENNE
Collaboration spéciale

Tout au long du mois de novembre, plusieurs activités culturelles, conférences et présentations de films auront lieu dans 12 régions du Québec. Une programmation spécialement élaborée pour les élèves du primaire et du secondaire et pour les étudiants collégiaux et universitaires sera également déployée.

« Le système économique capitaliste est fondamentalement injuste et crée des inégalités énormes et dommageables entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi chez nous, au Québec, souligne la directrice générale de l'AQOCI, Michèle Asselin. Nous souhaitons aborder ce sujet de front avec les gens. »

Le témoignage d'une militante

La fondatrice et directrice générale du Centre de solidarité des travailleuses et travailleurs du Bangladesh, Kalpona Akter, sera l'une des têtes d'affiche des JQSI. Elle sera notamment présente à un 5 à 8 au musée POP de Trois-Rivières le 25 novembre et lors d'un webinaire, le 28 novembre. Cette militante a été forcée dès l'enfance à travailler dans l'industrie textile, puis a été victime de mauvais traitements et de représailles de la part de son employeur à cause de son engagement pour obtenir de meilleures conditions de travail.

L'effondrement, en avril 2013, d'un bâtiment dans son pays qui abritait des ateliers de confection a causé plus de 230 morts. On y fabriquait notamment des vêtements Joe Fresh, la marque maison de Lo-

blaw. Cette catastrophe a attiré les regards du monde vers les conditions de travail de ces ouvrières — en fait surtout des ouvrières. « Cette tragédie a mené à une grande mobilisation internationale, qui a permis certaines avancées au Bangladesh, sur le plan législatif », explique Michèle Asselin.

Les inégalités se creusent

C'est bien un signe que lorsqu'on met de la pression, on peut obtenir certains progrès. Tant mieux, car il y a beaucoup à faire, notamment sur le plan des inégalités. Le plus récent rapport d'Oxfam sur les inégalités révèle que le monde compte 2668 milliardaires (573 de plus qu'avant la pandémie), qui détiennent plus de richesses que les 40 % les plus pauvres de l'humanité. Les dix hommes les plus fortunés de la planète possèdent à eux seuls plus de richesses que les 3,1 milliards de personnes les plus pauvres.

« Ce n'est pas une fatalité, mais plutôt le résultat d'un système bien huilé qui repose sur certains piliers », affirme Michèle Asselin. Elle

en nomme trois : les accords de libre-échange qui réduisent les pouvoirs des États de réglementer sur le plan environnemental ou pour améliorer la protection des travailleurs, les paradis fiscaux et la puissance des lobbys d'affaires.

2668

C'est le nombre de milliardaires sur la planète. Ils sont 573 de plus qu'avant la pandémie et détiennent plus de richesses que les 40 % les plus pauvres de l'humanité.

Elle rappelle que les entreprises canadiennes avaient accumulé plus de 380 milliards de dollars dans des paradis fiscaux en 2020, selon l'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable. Cela prive le Canada d'environ 25 milliards de dollars en impôts. Ces sommes pourraient servir à financer nos programmes sociaux, l'éducation et la santé.

L'AQOCI profite des JQSI pour inviter les citoyens à signer une pétition qui réclame que le gouvernement fédéral adopte une loi sur les droits de la personne et les sociétés canadiennes à l'étranger. « Cette loi obligerait ces entreprises à se responsabiliser quant aux impacts négatifs sur les droits de la personne et l'environnement, qui peuvent survenir tout au long de leurs opérations et de leurs chaînes d'approvisionnement, et à produire un rapport annuel à cet effet », explique Michèle Asselin.

Un système soutenu par l'exploitation

D'autres problèmes nous renvoient dans des recoins encore plus sombres de l'économie mondiale. Michèle Asselin rappelle que la misère, les conflits et les changements climatiques jettent de plus en plus de personnes sur les routes de l'exil. Les Nations Unies recensaient 89,3 millions de réfugiés en 2021, une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. « Ces gens, surtout les femmes, deviennent très

PROGRAMMATION RICHE ET DIVERSIFIÉE DANS 12 RÉGIONS DU QUÉBEC

Tout au long du mois de novembre!

Expo photo, Conférence, Concert, Soirée Quiz, Table ronde

POUR QUE TOUT LE MONDE Y TROUVE SON COMPTE.

JUSTICE ÉCONOMIQUE

#JQSI2022 #JusticeÉconomique

Les JQSI sont appuyées financièrement par Québec

Association québécoise des organismes de coopération internationale

JOURNÉES QUÉBÉCOISES de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Votre gouvernement Québec

LE SECTEUR QUÉBÉCOIS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, C'EST :

- 100** organismes de coopération internationale
- +**
- 1163** personnes à l'emploi et des milliers de volontaires et bénévoles
- +**
- 911 M\$** investis annuellement par le secteur pour des actions au Québec et à l'étranger
- =**
- MOTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE**

Découvrez les actions du Québec en solidarité internationale

tionnelles et la solidarité internationale. Ce dernier pilier constitue d'ailleurs un lien fort entre le Québec et l'Afrique depuis de nombreuses décennies. Plus de 40 organismes de coopération internationale québécois y sont actuellement actifs.

Solidarité internationale

L'un des rôles du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) consiste justement à soutenir les organismes québécois de solidarité internationale et, notamment, les membres de l'Association québécoise des organismes de solidarité internationale (AQOCI), partout où ils agissent dans le monde. Le gouvernement contribue d'ailleurs financièrement aux Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) depuis plus de 25 ans.

En mai 2021, Québec a apporté des changements majeurs à son approche en lançant le programme Nouveau Québec Sans Frontières, qui regroupe les trois programmes du MRIF qui appuyaient jusque-là les organismes de coopérations internationales. Plutôt que de se concentrer sur les projets, le financement soutient désormais surtout la mission de ces organisations. Il s'étale également sur trois années, et non plus une seule, ce qui augmente la prévisibilité et facilite la planification.

« Les approches en solidarité internationale ont elles aussi beaucoup évolué depuis 60 ans, et les rapports avec les communautés locales se créent dorénavant d'égal à égal, ajoute Hélène Drainville. L'objectif est vraiment de partager des expertises et de mettre des moyens à la disposition des communautés locales pour réussir des projets qui sont mutuellement bénéfiques. »

Des initiatives québécoises

Elle donne l'exemple du projet Sé-

curité alimentaire : une agriculture adaptée (SAGA), qui vise à renforcer l'adaptation aux changements climatiques dans la production agricole au Sénégal et en Haïti. L'initiative est financée par le Québec — qui y consacre plus de six millions de dollars — et mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il rassemble plusieurs organisations de coopération internationale, les universités Laval et McGill, le consortium de recherche Ouranos et plusieurs partenaires locaux.

« Plus de 600 producteurs agricoles locaux ont amélioré leurs pratiques grâce à l'expertise développée par ces collaborateurs, et ils deviennent ensuite eux-mêmes des agents de changement dans leur pays », explique Hélène Drainville.

Elle cite aussi le Fonds d'investissement solidaire du Québec (FISIQ), une initiative de l'AQOCI, lequel sert à financer des entreprises d'économie sociale qui travaillent avec des organismes de coopération internationale grâce à des prêts et des garanties de prêts. Le gouvernement du Québec a injecté 3 millions de dollars dans son capital.

En octobre dernier, le FISIQ annonçait le financement d'un premier projet au Pérou. Le Fonds y soutiendra le FOGAL, une institution internationale de finance solidaire rurale qui met en œuvre et développe des solutions financières pour les petits producteurs ruraux. La contribution du FISIQ servira à renforcer la capacité de petits producteurs péruviens de café biologique et équitable et à leur donner accès aux marchés nationaux et internationaux.

« Le plus important pour nous, c'est que les projets de solidarité internationale soient mutuellement bénéfiques pour tous les partenaires et qu'ils perdurent », précise Hélène Drainville.



Alain Deneault nous invite à nous montrer « capables de penser radicalement, mais dans l'exactitude ». LEONARDO CENDAMO

« Un état de malaise » : c'est la situation qu'observe le philosophe et essayiste Alain Deneault, qui ne mâche pas ses mots pour décrire la polarisation actuelle dans son dernier essai *Mœurs. De la gauche cannibale à la droite vandale* (Lux Éditeur). Les termes sont aussi lapidaires que le discours du philosophe est posé, nous invitant à la nuance et à la pondération, pour mieux nous engager socialement.

ISABELLE DELORME
Collaboration spéciale

« Je propose des notions concrètes pour outiller ceux qui ne se reconnaissent pas dans la droite conservatrice souvent rétrograde, raciste, belliqueuse, mensongère ou récupératrice, ni dans une (prétendue) gauche strictement sociétale et, finalement à sa manière, identitaire », explique-t-il. Une alternative au « ni-ni » peut être recherchée en retrouvant une cohérence entre les différentes échelles de causes que nous devons défendre. « Les ramifications intersectionnelles, qui sont indispensables pour penser notre monde dans sa complexité, ne doivent pas toutefois empêcher l'élaboration de causes communes (comme la justice sociale ou l'équité). Et inversement, les batailles historiques pour les causes communes ne doivent pas empêcher de reconnaître la pertinence des discours intersectionnels », dit le philosophe. On peut à la fois militer pour la cause des Haïtiens de Montréal-Nord et pour des programmes sociaux universels, par exemple.

D'ailleurs, ce sont souvent des mobilisations pour des causes communes qui ont permis d'améliorer la condition de groupes défavorisés dans l'histoire, remarque Alain Deneault, qui évoque également les débats des démocrates lors des primaires présidentielles de 2016, aux États-Unis. « Bernie Sanders parlait en termes très généraux de l'accès à l'éducation, à la santé, aux programmes sociaux ou au logement. Il était plus féministe qu'Hillary Clinton, qui se présentait

comme femme et insistait sur cette caractéristique subjective », pointe-t-il. En garantissant l'accès pour tous à des programmes publics en santé et en éducation, Sanders se trouvait à améliorer le sort d'une majorité de femmes, notamment.

Des individus atomisés

Selon Alain Deneault, nous sommes rentrés dans l'ère de la « gouvernance », un terme apparu après la Seconde Guerre mondiale dans les grandes multinationales, puis emprunté au tournant du XXI^e siècle par l'État et les autres structures de la sphère publique. « On a, en quelque sorte, imposé en toute chose un discours managérial d'inspiration privée, ce qui explique par exemple l'utilisation abusive du mot "clients", même par la Bibliothèque na-

Aristote en appelle à une vertu nommée « médiété » (habituellement traduite par « juste milieu »), qui ne verse ni dans l'excès ni dans le défaut. Être courageux, par exemple, c'est n'être ni trop lâche, ni trop téméraire.

tionale du Québec », observe-t-il. Ce glissement vers le discours d'entreprise n'est pas sans effets sur la société. « On a convaincu les gens de développer des partenariats avec d'autres individus et des instances plus grandes qu'eux, dans une perspective ouvertement inégalitaire et explicitement inégale », estime le philosophe. Ces individus atomisés

recherchent ce que les Anglo-Saxons appellent de « l'empowerment » dans un rayon individuel limité (leur entreprise ou leur voisinage, par exemple). « On finit par "s'empouvoier" à l'échelle de sa seule subjectivité, alors qu'auparavant, la pensée politique était d'emblée développée sur un plan collectif. On se voyait comme sujet d'un groupe socialement diversifié qui se présentait dans la force de la collectivité, et non dans la faiblesse de l'individualité et de la distinction », rappelle-t-il.

(Re)penser avec Aristote

Comment se diriger vers des discussions rigoureuses aujourd'hui, en évitant que nos débats versent dans le moralisme, l'agitation et l'intoxication ? Alain Deneault trouve une réponse chez Aristote, qui « nous enseigne comment distinguer le vice et la vertu ». Dans son *Ethique à Nicomaque*, le philosophe grec en appelle à une vertu nommée « médiété » (habituellement traduite par « juste milieu »), qui ne verse ni dans l'excès ni dans le défaut. Être courageux, par exemple, c'est n'être ni trop lâche, ni trop téméraire.

Cette pondération peut nous guider pour réapprendre à défendre nos causes sociales, croit Alain Deneault, qui ne remet pas en cause la radicalité, à partir du moment où elle n'abdique pas sur la pensée. « La manifestation excessive du militantisme sociétal nuit au féminisme, à la lutte anticoloniale, aux droits civiques ou à la lutte contre les discriminations parce qu'il devient tellement caricatural, excessif, grossier, irréflectif et brutal qu'il fait l'affaire de ses opposants », souligne celui qui nous invite à nous montrer « capables de penser radicalement, mais dans l'exactitude ».

Le dimanche 6 novembre à 13 h 30, en ligne et en présence, Alain Deneault donnera une conférence intitulée *A-t-on perdu la capacité de s'unir pour des causes communes ?* : bit.ly/3gYPOUQ



La fondatrice et directrice générale du Centre de solidarité des travailleuses et travailleurs du Bangladesh, Kalpona Akter, sera l'une des têtes d'affiche des JQSI. ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

vulnérables, et leur exploitation sexuelle ou leur travail forcé permet d'enrichir certains personnes, groupes ou entreprises », déplore-t-elle.

Elle ajoute que le travail invisible des femmes continue de soutenir ce système économique injuste. Selon Oxfam, les femmes consacrent 12,5 milliards d'heures chaque jour dans le monde aux tâches ménagères. Un travail dont la valeur est estimée à 10 800 milliards de dollars, soit trois fois la valeur du secteur des

technologies. Les femmes disposent donc de moins de temps pour occuper un emploi ou s'éduquer, ce qui contribue à perpétuer les inégalités de genre et à en maintenir un bon nombre dans la précarité.

« C'est important d'être informé de ces situations pour mieux comprendre notre monde, croit Michèle Asselin. C'est pour cela que nous parlons de justice économique. Nous pouvons et nous devons faire mieux. »



Élevons nos voix.
Pour que justice soit faite

Nous contribuons à faire des droits humains et de l'accès à la justice une réalité pour les personnes qui en ont le plus besoin.



Vous pouvez aussi contribuer : asfcanada.ca



Avocats sans frontières
Lawyers without Borders
Abogados sin fronteras
Canada

Le CECI travaille en étroite collaboration avec des volontaires et des partenaires dans le monde pour la promotion de l'égalité et une plus grande justice économique.



Contribuez et agissez avec nous pour accroître le pouvoir économique des femmes et des communautés.

ceci.ca     



En partenariat avec  Canada

CÔTE D'IVOIRE

Pour une industrie cacaoyère juste et durable

L'industrie du cacao est une véritable mine d'or pour les multinationales chocolatières et les produits Lindt, Cadbury ou encore Hershey's de ce monde qui inondent les rayons des épiceries. Avant de pouvoir croquer à belles dents dans un carré, une fève de cacaoyer a été cultivée et récoltée avec soin, fort probablement en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial. Coup de projecteur sur la dimension solidaire de l'Initiative femmes et communautés cacaoyères (IFCC) portée par SOCODEVI et la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

HÉLÈNE BOUCHER
Collaboration spéciale

Alexandre Robitaille-Lachance, responsable de SOCODEVI en Côte d'Ivoire, s'est établi dans le pays il y a quatre ans. Il y pilote trois projets, tous sur le modèle coopératif cher au Québec, dans le but d'améliorer les conditions de vie des gens. Dans le cadre de l'IFCC, il transpose le modèle au secteur cacaoyer afin de générer plus d'argent dans les poches des travailleurs — en l'occurrence des travailleuses. L'objectif ? Rejoindre 5000 femmes et adolescentes cultivatrices du cacao. « Grâce à un cofinancement de 13 millions de dollars — 10 millions en provenance d'Affaires mondiales Canada et 3 millions de la part de multinationales cacaoyères et chocolatières —, l'IFCC appuie la cacaoculture en soutenant 30 entreprises coopératives cacaoyères ainsi que la Fédération Nationale des Femmes Productrices de Café-Cacao de Côte d'Ivoire (FNFPC-Cl). L'appui vise la croissance durable de la fève brute pour générer une résilience des communautés



Les dérèglements climatiques fragilisent le cacaoyer, ainsi que les conditions de vie de ceux qui vivent de sa culture. SOCODEVI

concernées sur la durée. » Ainsi, l'égalité des genres et l'adaptation aux changements climatiques se trouvent au cœur du projet.

Actrices d'avancement

La cacaoculture ivoirienne renferme par ailleurs certains tabous, comme celui du travail des enfants dans les champs de cacao. Malgré la surveillance de l'État ivoirien, stopper cette habitude s'avère un chemin pavé d'embûches. Selon Christine Simonnet, chargée de projets internationaux à la Fondation Paul Gérin-Lajoie, c'est là

qu'intervient la dimension éducative comme levier de changement.

« Des parents peu ou pas scolarisés préféreraient voir leurs enfants aller sur la plantation, plutôt qu'à l'école. Il faut agir sur le fléau de la déscolarisation, surtout chez les filles. Seule l'éducation pourra rompre le cycle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté (TIP). »

La Fondation PGL joue un rôle d'appui à l'IFCC par de multiples axes, comme l'alphabétisation fonctionnelle destinée aux jeunes filles et femmes de 10 à 25 ans ou l'ap-

port de compétences en lecture et en mathématiques, afin que ces dernières puissent réaliser leurs activités socio-économiques et générer des revenus. Un cycle de longue haleine favorable à l'estime personnelle et la capacité de négocier par elles-mêmes.

Alexandre Robitaille-Lachance ne peut que soutenir ce volet féministe, alors SOCODEVI le défend depuis ses débuts. Quand les femmes se portent mieux, le monde se porte mieux, affirme-t-il. Pour enrayer les inégalités dans cette communauté cacaoyère, qui pèse des milliards de

dollars, les femmes et les hommes font partie de la solution.

Cacaoyer sous menace climatique

Ces interactions directes avec des milliers de filles et de femmes mentores passent par le circuit des associations villageoises. Des regroupements locaux essentiels à la connaissance du terrain et de l'arbre béni : le cacaoyer. Mais celui-ci est fragilisé par les dérèglements climatiques et la hausse des températures sur le terreau ivoirien. Selon M. Robitaille-Lachance, « l'arbre a besoin d'ombre pour produire ses fèves et se protéger des maladies. À l'heure actuelle, il subit une trop importante exposition solaire. À ce fléau s'ajoute celui des pluies imprévisibles et de la dégradation des sols de culture ».

Les conditions de vie s'avèrent de plus en plus précaires pour celles et ceux qui vivent du cacao. Face à ce constat, l'IFCC développe un volet environnemental, en concertation avec les instances nationales, par une offre de formation sur la durabilité de la production. On érige, par exemple, des pépinières qui permettent d'ombrager le cacaoyer par la plantation d'arbres fruitiers. Étonnant chantier qui vient pallier les problèmes d'exposition au soleil, tout en diversifiant les revenus des artisans de la terre.

« Des parents peu ou pas scolarisés préféreraient voir leurs enfants aller sur la plantation, plutôt qu'à l'école. Il faut agir sur le fléau de la déscolarisation, surtout chez les filles. Seule l'éducation pourra rompre le cycle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. »

BÉNIN

Soigner la terre grâce aux maraîchères

Au Bénin, SUCO mène plusieurs projets sur les fronts de la résilience aux changements climatiques et de la mise en place de systèmes alimentaires fiables. L'organisation de coopération internationale, fondée à Montréal en 1961, se donne aussi comme mission de renforcer le leadership des femmes dans les pays d'Afrique de l'Ouest, où elle intervient.

ANNE-HÉLÈNE MAI
Collaboration spéciale

En 2021, SUCO s'est rendu dans le département des Collines, au centre du Bénin. « C'est le grenier du pays, explique Geneviève Talbot, chargée de programmes du pôle Afrique de l'organisme. On y cultive du mil, de l'arachide, du riz, du maïs, du manioc... Cette région nourrit la population. » Mais la qualité des sols se dégrade, poursuit-elle, expliquant que le Bénin est un pays

producteur de coton, et qu'il s'agit d'une des cultures demandant le plus d'intrants chimiques.

Par ailleurs, la pratique de l'agriculture sur brûlis et la fabrication de charbon entraînent une rapide déforestation : dans la région des Collines, près de 25 % du couvert forestier a été perdu depuis l'an 2000, selon Global Forest Watch. Tout cela a aussi des conséquences sur les cours d'eau, alors que les changements climatiques causent déjà une diminution des précipitations. « Les changements pluviométriques et les extrêmes de température font en sorte que les pro-

ducteurs et productrices agricoles ne savent plus quand planter et quand récolter », résume M^{me} Talbot.

Intrants organiques

Avec leur partenaire local, l'Association de lutte pour un développement intégré et pour la protection de l'environnement (ALDIPE), SUCO a accompagné une soixantaine de maraîchers de la commune de Dassa, dont une majorité de femmes, dans l'adoption de pratiques agroécologiques pour restaurer les écosystèmes. « Dans des champs témoins, on a planté du maïs sans intrant chimique : on a utilisé des légumineuses locales, telles que de la mucuna et du pois d'angoles, comme intrants organiques, relate Christelle Ouattara, qui représente SUCO au Bénin. On a aussi mis en avant la fabrication et l'utilisation d'urée comme fertilisant », tout cela dans le but d'enrichir la terre en azote.

« Nous voulions que les productrices voient la différence dans la production et qu'elles puissent ensuite prendre des décisions éclairées dans leurs pratiques, indique M^{me} Ouattara. Les villageois ont constaté une meilleure productivité : le sol a pris une couleur plus foncée, il gagne en fertilité et abrite plus de biodiversité. »

Pour garantir un maintien à long terme de cette approche, les meneurs du projet ont formé des « relais environnementaux », principalement des femmes, qui ont été davantage formées et qui agiront comme références auprès des producteurs et productrices, ainsi que comme intervenantes dans les écoles.

Difficile accès à la terre

Car faire des femmes des actrices de changement est central dans la mission de SUCO. « On appuie toujours des organisations de femmes qui œuvrent déjà sur place », précise Geneviève Talbot, qui coordonne les initiatives depuis Montréal. Au Bénin, les femmes ont un accès limité aux terres : elles ne peuvent être propriétaires et dépendent donc de leur mari, de leur père ou de leur frère.

« Les hommes ont des cultures de rente, de coton, par exemple, qui rapportent plus d'argent. Les femmes ont les cultures maraîchères, qui permettent de nourrir la famille », souligne-t-elle, ajoutant qu'elles récupèrent les terrains

dont les hommes ne veulent pas se servir, qui sont moins arables ou situés dans des lieux plus difficiles d'accès.

« Qui plus est, elles ont moins accès à la main-d'œuvre ; le travail de la terre est exigeant, mais les besoins en ressources humaines des femmes vont passer après celui des terres de rente. »

SUCO et l'ALDIPE travaillent donc à fortifier la capacité des femmes à produire et à commercialiser leurs récoltes afin qu'elles acquièrent une crédibilité au sein de leur communauté et qu'elles aient plus de poids dans les prises de décision. « Pour contrecarrer les enjeux d'accès à la terre, notre partenaire, l'ALDIPE, achète des terrains qui deviennent des terres collectives et dont l'accès est garanti aux femmes par l'organisation », indique M^{me} Talbot.

Cette année, SUCO s'est aussi lancé dans un projet d'éducation à la citoyenneté mondiale dans la région du Zou, au Bénin. L'organisme veut former des comités scolaires de jeunes filles pour lutter contre les violences basées sur le genre. Plus au sud, dans la région de Lokossa, parcourue d'un réseau de lacs et de lagunes, un autre projet est consacré aux femmes fumeuses de poissons. SUCO espère les aider à améliorer leurs techniques de fumage afin de les rendre moins nocives pour leur santé et pour l'environnement.



À Kpépédè, dans le département des Collines, SUCO tente de sensibiliser les maraîchères à l'usage des intrants organiques. PHOTOS FOURNIES



Avec son partenaire local, SUCO a accompagné une soixantaine de maraîchers de la commune de Dassa, dans le centre-sud du Bénin.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET URGENCE CLIMATIQUE

Faire d'une pierre, deux coups



Assurer la sécurité alimentaire des citoyens burkinabés en donnant aux femmes un accès à des terres agricoles, c'est ce que le projet d'agriculture résiliente au climat (PARC) d'Oxfam-Québec veut encourager. L'initiative vise à lutter contre les changements climatiques par le biais de l'agroforesterie et de la culture maraîchère.

LEÏLA JOLIN-DAHEL
Collaboration spéciale

Le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays du Sahel, fait face à une avancée du désert qui rend les sols de plus en plus arides, explique Laura Fortin, chargée de programme à Oxfam-Québec, basée à Montréal. La variabilité plus grande des précipitations contribue par ailleurs à l'érosion des terres. « Soit il n'y a pas de pluie quand on les attend, soit ce sont des inondations, comme on en a connu récemment au Tchad », illustre-t-elle. D'ailleurs, la désertification progresse de 360 000 hectares chaque année, selon l'Organisation des Na-

tions unies pour l'alimentation et l'agriculture. Cela fait en sorte qu'un Burkinabé sur cinq fait face à de l'insécurité alimentaire, concluent des données du Food Security Cluster. Un taux qui a augmenté de 213 % en 2021, d'après Oxfam. A cela s'ajoute la menace terroriste, forçant le déplacement des populations, qui sont alors concentrées dans des zones plus petites, causant donc une surexploitation des terres arables. Ainsi, par le biais de l'agroforesterie, Oxfam-Québec vise à régénérer les sols.

20 %
C'est la proportion de Burkinabés qui font face à l'insécurité alimentaire.

« L'idée est d'allier la plantation d'arbres avec de l'agriculture. Souvent, on va choisir des espèces complémentaires qui vont répondre mutuellement à leurs besoins et permettre aux cultures de mieux fonctionner », détaille M^{me} Fortin.

Le projet a été financé par le programme de Coopération climatique internationale (PCCI), géré par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. Une somme de 525 000 \$ sur les 700 000 \$ totaux a été octroyée par le PCCI. Le reste du montant a été fourni par Oxfam-Québec.

La majorité des parcelles sont consacrées à l'agroforesterie et d'autres, à la culture maraîchère.
PHOTO FOURNIE PAR OXFAM-QUÉBEC

Donner accès aux femmes à l'agriculture

Au Burkina Faso, les pratiques sociales et culturelles des différentes populations n'accordent pas aux femmes le rôle de gestionnaires des ressources naturelles. Il se limite plutôt au foyer, détaille Azeita Koussoube, chargée de projet pour Oxfam au Burkina Faso.

L'organisation caritative a commencé le programme en 2020. L'initiative soutient 1300 personnes, dont 60 % de femmes. Elle a été mise en place au nord du pays, dans les communes de Bassi et Gomponsom, avec la coopérative Vimbaoré/Naam, l'Association pour l'éducation et l'environnement (A2-E) et le Groupe de recherche et d'action sur le fon-

cier (GRAF). Ce dernier a été chargé de collaborer avec les autorités locales pour négocier la mise à disposition de parcelles cultivables, explique M^{me} Koussoube.

Les partenaires d'Oxfam-Québec ont demandé aux leaders locaux d'identifier des propriétaires prêts à céder des terrains qu'ils n'utilisent pas. « Chez Oxfam, on essaie toujours de travailler avec les populations les plus vulnérables. Donc, dans ce cas-ci, des femmes qui n'ont pas déjà accès à une terre qu'elles peuvent exploiter », rappelle M^{me} Fortin. La majorité des parcelles sont consacrées à l'agroforesterie et d'autres, à la culture maraîchère. Les premières, totalisant 40 hectares, accueillent des plants de sorgho, de mil et d'arachides, notamment.

Quant aux deux jardins d'un hectare chacun, 40 femmes y travailleront. Elles y feront entre autres pousser des carottes, des oignons, des tomates et du chou. « Elles sont très motivées. La plupart ne menaient pas d'activités, avant. Ce n'est pas du tout facile d'avoir une parcelle à exploiter », explique M^{me} Koussoube.

D'ailleurs, le projet inclut des sessions de sensibilisation sur les droits fonciers pour les femmes et les jeunes. C'est « pour qu'ils connaissent bien la loi et leurs droits en matière d'accès au foncier », dit-elle. Ainsi, des comités de six à douze personnes composés de producteurs locaux et d'associations s'affaireront à identifier les défis qui entravent la gouvernance foncière dans la commune et à proposer des solutions.

Une vision pérenne

Le projet se terminera en 2023. Mais les jardins resteront en place, de même que les puits et les forages qui ont été creusés sur certaines parcelles de terrain, promet Laura Fortin.

Par ailleurs, l'accès aux terres a été octroyé pour 10, voire 15 ans, par les propriétaires des parcelles. « Ils ont pris l'engagement que ces participantes vont exploiter la parcelle au moins sur une dizaine d'années, sauf si elles décident d'abandonner le site », explique M^{me} Koussoube.

Une façon pour les femmes d'atteindre l'autonomie financière. « Et même si elles ne continuent pas dans la culture maraîchère, elles pourront développer une autre source de revenus, renforcer leur niveau de vie à elles et à leur famille. »



Sécurité alimentaire

UKRAINE

SUITE DE LA PAGE D 1

« Notre première tâche a été de soutenir nos partenaires coopératifs dans le Donbass dans leurs efforts pour aider leurs citoyens à quitter la région et à se déplacer dans des régions plus sécuritaires du pays, affirme François Dionne. Ensuite, même si cela ne fait pas partie de notre mandat, nous avons contribué à l'aide humanitaire, par exemple en distribuant des médicaments aux citoyens qui étaient incapables de quitter la région. »

Autre problème : l'afflux de réfugiés ukrainiens à Lviv qui, située à l'est, échappait en général aux frappes russes. « Beaucoup d'agriculteurs du Donbass se sont réfugiés à Lviv, raconte François Dionne. Donc, avec nos partenaires coopératifs ukrainiens, nous avons eu l'idée de créer un projet de culture maraîchère en serre dans cette région. Les agriculteurs du Donbass peuvent y travailler, et ainsi fournir des produits agricoles. Nous avons aussi aidé les producteurs laitiers à transformer le lait directement sur la fer-

me, en fabriquant du fromage, par exemple, parce que la transformation du lait à grande échelle est perturbée. » Autre réalité à laquelle SOCODEVI a dû s'adapter. « Aujourd'hui, rappelle François Dionne, les hommes sont au front, et ce sont les femmes qui dirigent maintenant les coopératives agricoles. »

Après bientôt dix mois de conflit armé, la priorité, selon SOCODEVI, est la sécurité alimentaire. « Nous sommes maintenant impliqués dans des coopératives agricoles et maraîchères dans cinq régions de l'Ukraine que nous considérons comme sécuritaires afin de contribuer à la sécurité alimentaire, souligne François Dionne. Et lorsque la guerre sera terminée, nous serons encore sur place pour aider à la reconstruction de l'Ukraine. »

« Aujourd'hui, les hommes sont au front, et ce sont les femmes qui dirigent les coopératives agricoles »

Du matériel servant au démarrage de la production maraîchère en serre a été livré au printemps 2022 par l'équipe du projet WeProsper. SOCODEVI



Tunisie, une démocratie à soutenir

Issue du Printemps arabe, la démocratie tunisienne est jeune et, par conséquent, fragile, d'autant plus qu'aujourd'hui, elle est sérieusement bousculée par l'actuel président, Kaïs Saïed. Mais c'est la ferveur de la société civile à la suite du Printemps arabe qui a incité Développement et Paix à s'impliquer en Tunisie.

PIERRE VALLÉE
Collaboration spéciale

« La chute de Ben Ali et l'écllosion de cette jeune démocratie nous ont incités à nous impliquer en Tunisie, raconte Sonia Lebesgue, chargée des programmes à Développement et Paix. Et comme nous avions déjà une présence dans le

monde arabo-musulman, nos partenaires de cette région ont pu nous aiguiller vers les organismes de la société civile tunisienne avec lesquels nous croyons être en mesure de collaborer. Au départ, nos efforts se sont concentrés sur le soutien des organismes engagés dans le mouvement démocratique, dont les organismes de journalisme. »

Rappelons que Développement et Paix, fondé en 1967 par la Confé-

« Nous avons comme mission de suggérer et d'appuyer des modèles économiques qui sortent des façons de faire néolibérales dans le domaine agricole, mais aussi en environnement et en transition énergétique »

rence des évêques catholiques du Canada, est le volet développement international de l'Église catholique du Canada. Il est membre de Caritas Canada, et a donc une présence en sol canadien, mais aussi à l'international par ses projets et par son appartenance à Caritas Internationalis et à la Coopération internationale pour le développement et la solidarité (CIDSE).

Développement et Paix se concentre essentiellement sur l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres et marginalisées dans les pays où l'organisme est présent et travaille toujours en partenariat avec les acteurs de la société civile. Il a déve-

HAÏTI

Soutenir les femmes agricultrices

Dans un contexte de crise alimentaire et de forte instabilité sociopolitique en Haïti, deux organismes haïtiens luttent pour continuer à promouvoir une agriculture paysanne féminine adaptée aux changements climatiques. Depuis plus de 20 ans, le Comité de solidarité Trois-Rivières (CS3R) s'efforce de les appuyer pour défendre les droits de la personne, l'amélioration des conditions de vie et la réduction des injustices dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord.

PASCALINE DAVID
Collaboration spéciale

Dans les montagnes du nord-est de Haïti, l'Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu (IRATAM) œuvre au développement de l'agroforesterie et à l'autonomisation des collectivités. Il poursuit courageusement ses activités en partenariat avec le CS3R, dans un projet de soutien à des réseaux de femmes membres de coo-

pératives agricoles. « Haïti est déboisé à 80 % de son territoire, et la sécheresse est importante, souligne Annie Lafontaine, agente en coopération internationale. Il fallait trouver des moyens pour soutenir une agriculture durable. » Des formations, de l'accompagnement technique et financier ainsi que des activités de mobilisation sont mises en place.

Par exemple, des pompes hydrauliques à pédales nécessitant moins d'eau sont installées sur les exploitations. L'approche des « jardins maisons » est également favorisée. Ces

parcelles où sont érigées les résidences familiales sont plus souvent contrôlées par les femmes, de par leur proximité, et comportent bien des atouts. Elles permettent une agriculture sur plusieurs strates comprenant gingembre, safran, taro, topinambours, bananes et autres ignames. « L'idée du projet était aussi de réintroduire la production de café, dont l'arbre dit de couverture permettant de préserver le territoire », ajoute Annie Lafontaine.

Dans cette même optique, l'organisation Kay Fanm travaille main dans la main avec l'IRATAM et le CS3R. Elle lutte pour la justice sociale, les droits des femmes et l'autonomisation économique des agricultrices dans la région des Nippes, très affectée par le séisme de 2021. En apprenant à générer et à contrôler des ressources suffisantes de manière durable, les participantes tentent d'améliorer leur production et leurs revenus. Des séances d'éducation

sur les violences faites aux femmes et les façons de les dénoncer sont tenues dans la mesure du possible.

« Les femmes ont toujours été présentes en agriculture, mais ont rarement reçu l'appui nécessaire », soutient Annie Lafontaine. Les organismes œuvrent à faciliter leur travail et à en faire de véritables cheffes d'exploitation, alors qu'elles ont longtemps été considérées comme des aides occasionnelles. Un mandat complexifié par l'instabilité politique et la violence qui sévissent dans le pays.

Une crise sans précédent

L'opposition politique insiste actuellement sur le départ sans condition de l'impopulaire premier ministre Ariel Henry, une situation lourde de conséquences. « On assiste [...] à une remontée de l'insécurité avec des kidnappings, des assassinats, des viols, témoigne Elitien Saint-Preux, coordonnateur des programmes de l'IRATAM sur le terrain. Le climat

d'insécurité a provoqué la peur et un ralentissement des activités. » Il s'inquiète également de la crise alimentaire que subit la population, avec l'augmentation du taux d'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale.

La pénurie récurrente de carburant, l'insécurité sur les routes, les pertes importantes de récoltes, le ralentissement des activités économiques et la misère générale, pour ne citer que quelques causes, ont provoqué d'importants retards dans les projets des organismes locaux. « On est obligés de réviser notre plan stratégique et nos horaires afin de garder le contact avec le groupe de base que nous appuyons et le personnel », affirme M. Saint-Preux.

Pour le CS3R, il est donc fondamental de continuer à soutenir ses partenaires pour subvenir à tous les besoins de base, mais aussi pour poursuivre un long processus de transformation vers une société plus respectueuse des droits de la personne et de l'environnement.

« Les femmes ont toujours été présentes en agriculture, mais ont rarement reçu l'appui nécessaire »

Agissez pour les droits de l'enfant dans le monde, devenez volontaire !

Vos compétences peuvent faire la différence !

Avec le Projet de renforcement intégral des droits de l'enfant (PRIDE), vous pourriez vous envoler dans 11 pays et vivre une aventure professionnelle et humaine incomparable.

• IBCR.ORG/PRIDE • #FIER(E)VOLONTAIRE •

DROITS DE L'ENFANT : TOUT LE MONDE A UN RÔLE À JOUER !

Et vous, que faites-vous pour les droits de l'enfant ?

Découvrez comment agir :
• IBCR.ORG/FR/AGIR-AU-QUOTIDIEN •

BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS (IBCR)

Souad Abderrahim, actuellement mairesse de Tunis, et Mohamed Haddad, journaliste et dirigeant de Barr al Aman Research Media, lors du premier débat électoral en Tunisie en vue des premières élections municipales libres en 2018
THIERRY BRÉSILLON
BARR AL AMAN
RESEARCH MEDIA

luppé deux stratégies d'aide, dont la première est la génération de savoirs locaux. « Ce sont toujours les populations les plus marginalisées qui font les frais des bouleversements majeurs qui affectent les pays, que ceux-ci soient politiques ou économiques, poursuit Sonia Lebesgue. Malheureusement, ces populations ont souvent du mal à comprendre ces grands enjeux, et notre objectif est de les outiller afin qu'elles puissent avoir une voix au chapitre et même d'y aller de propositions qui reflètent leurs besoins. »

La seconde stratégie d'aide est plus économique. « Nous avons comme mission, précise-t-elle, de suggérer et d'appuyer des modèles économiques qui sortent des façons de faire néolibérales dans le domaine agricole, mais aussi en environnement et en transition énergétique. » C'est la raison pour laquelle Développement et Paix, de concert avec des partenaires tunisiens, est maintenant impliqué dans des projets de sécurité alimentaire.

Un second bouleversement politique

En 2021, l'actuel président de la Tunisie, Kais Saïed, y est allé d'un coup de force. Alléguant corruption et inefficacité, il a démis de ses fonctions le gouvernement et il a aboli l'Assemblée législative, s'arrogeant du même coup le droit de gouverner par décrets. De plus, il fait approuver par référendum une nouvelle Constitution qui entérine le pouvoir présidentiel, référendum dont seulement le tiers des électeurs ont participé.

Pourquoi un si faible taux de participation ? « D'abord, tous les partis politiques d'opposition ont systématiquement boycotté le référendum », explique Khansa Ben Tarjem, journaliste et cofondatrice du média en ligne Barr al Aman. Son collègue journaliste, Mohamed Haddad, pour-

suit : « Pour les Tunisiens, changer la Constitution n'a aucun intérêt. Ce qu'ils souhaitent, c'est surtout un changement dans la manière de gouverner, dont principalement la puissance arbitraire que possèdent les forces policières. »

Sans compter que la Tunisie souffre sur le plan économique, avec une inflation élevée et, surtout, un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, qui avoisine 40 %. « C'est particulièrement affligeant chez les jeunes diplômés, précise M^{me} Ben Tarjem. Avec un taux de chômage de 30 %, les jeunes diplômés se tournent vers l'Europe et l'on assiste présentement à une importante fuite des cerveaux. »

Est-il toujours possible de critiquer le pouvoir en place ? Les deux journalistes affirment que oui. « Pour le moment du moins, précise M. Haddad, mais il faut être prudent, et je constate l'apparition d'un certain degré d'autocensure. »

Devant ce chambardement politique, quelle position prendra Développement et Paix ? « Sans abandonner nos projets actuels, explique Sonia Lebesgue, il est évident que nous allons augmenter nos efforts en soutien à nos partenaires tunisiens engagés dans le maintien de la démocratie. »

« Pour les Tunisiens, changer la Constitution n'a aucun intérêt. Ce qu'ils souhaitent, c'est surtout un changement dans la manière de gouverner, dont principalement la puissance arbitraire que possèdent les forces policières. »



Les femmes peuvent suivre les formations en présentiel dans des petits groupes organisés par des coopératives féminines, une ou deux fois par semaine.

PHOTO FOURNIE

GUATEMALA

Des formations numériques pour l'émancipation des femmes

Pour augmenter l'estime de soi des femmes et réduire l'inégalité entre les genres au Guatemala, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) a mis en place un programme de formation numérique sur le renforcement féminin. Et selon les membres de l'organisation de coopération internationale, la formule est un succès.

MIRIANE DEMERS-LEMAÏ
Collaboration spéciale



Il y a quelques mois, j'ai connu le programme Florece, qui a dépassé mes attentes, témoigne l'entrepreneure guatémaltèque Flor Mirella Amperez Alonzo dans un message vocal. Chaque module m'a apporté beaucoup d'apprentissages et de réflexion, et m'a permis de changer des domaines de ma vie personnelle. Pour moi, Florece est une occasion de soutien intégral à toutes les femmes. »

Flor Mirella Amperez Alonzo fait partie des femmes guatémaltèques bénéficiaires du programme Florece disponible au sein de coopératives féminines depuis 2021. Le programme consiste en une série de modules contenant des formations vidéo sur des thèmes comme l'estime de soi, la communication affirmée, le leadership, la solidarité, le système coopératif et l'entrepreneuriat féminin. Si l'entrepreneuriat permet l'autonomie économique et l'émancipation des femmes, il faut d'abord qu'elles croient davantage en elles pour que leur projet puisse aller de l'avant, observe Cindy de León, conseillère volontaire pour le développement économique des femmes pour le CECI. C'est d'ailleurs elle qui est à l'origine du projet.

« De quelle façon une entreprise féminine peut-elle perdurer si la femme n'est pas habilitée ? s'exclame-t-elle. Nous devons faire un pas en avant pour les femmes, puisque plusieurs ne se croient pas capables de bâtir une entreprise ou un projet. Avec les défis du machisme, le manque d'estime de soi, l'inégalité entre les gens, comment peut-on former les femmes à l'entrepreneuriat sans toucher à ces thèmes de base ? »

Miser sur le numérique

Les femmes peuvent suivre les formations en présentiel avec des petits groupes organisés par des coopératives féminines, une ou deux fois par semaine, ou encore à leur propre rythme sur Internet. Au sein des coopératives, les formations sont données à de petits groupes d'une dizaine de femmes, qui peuvent réaliser des exercices et discuter entre elles des

notions abordées pendant les cours. Lorsque donnés une fois par semaine, les cours s'échelonnent pendant environ trois mois.

Les notions sont abordées par l'entremise de courtes vidéos de formation, accessibles sur une plateforme Web développée par l'équipe du CECI. Les formations comptent également des témoignages, comme celui d'une femme atteinte du cancer, pour parler de thèmes comme la résilience. « Il faut tenter d'avoir des nouvelles opportunités liées à la technologie », croit M^{me} de León, qui estime que l'utilisation de technologies numériques permet ainsi d'atteindre un public plus large, à l'échelle nationale.

« La réponse [des femmes] a été incroyable, ce sont des choses qu'on ne leur a jamais dites », remarque M^{me} de León. Après la formation, des femmes ont ainsi affirmé qu'elles ne s'occupaient plus de l'éducation des enfants toutes seules. « Depuis la pandémie, les femmes sont plus isolées que jamais, il est important de fortifier le tissu communautaire féminin pour aller de l'avant », opine-t-elle.

Une action inclusive

« Partout sur le territoire du Guatemala, il y a beaucoup de discrimination par rapport à l'accès à l'éducation, renchérit Arnaud Deharte, chargé de projets pour CECI Guatemala. L'idée, c'est d'accompagner la personne qui veut entreprendre et générer son propre travail et un revenu. L'enjeu du programme [Florece], c'est de faire en sorte que les femmes les plus discriminées aient accès à ce type de programme. »

Au Guatemala, les programmes visant à renforcer l'entrepreneuriat féminin existent, mais il manquait une passerelle pour que les personnes les plus vulnérables y aient accès, selon Arnaud Deharte. « On travaille essentiellement avec des femmes et jeunes femmes autochtones vivant en milieu rural, poursuit l'expert, qui ajoute que les obstacles structurels restreignant l'accès à l'entrepreneuriat ont été identifiés dans la littérature pour créer le programme Florece. »

Le projet a été réalisé en coopération avec divers partenaires, comme une université régionale, des organismes travaillant avec des coopératives et des coopérants volontaires sur le terrain. « Ce travail coopératif nous permet d'aller chercher des dizaines de milliers de personnes qui, autrement, seraient inaccessibles », dit l'expert. Actuellement dans sa phase de pilotage, le programme Florece devrait bénéficier à plus de 400 femmes guatémaltèques.



Le Comité de solidarité Trois-Rivières appuie deux organisations haïtiennes avec lesquelles il partage une vision commune d'une société solidaire, égalitaire, équitable, écologique et pacifique.

PHOTO FOURNIE PAR CS3R

Double dette

Crise après crise, Haïti semble être un pays maudit. Une explication plus rationnelle s'impose, celle de la « double dette » des descendants d'esclaves qui ont payé des réparations aux héritiers de leurs anciens maîtres. Dans une récente enquête, le *New York Times* a calculé ces sommes, rappelant qu'en 1825, Haïti a été contraint de payer des millions de francs français à la France en échange de la reconnaissance de sa souveraineté. « Voyez le sort fait à la République de Haïti, née en 1804 d'une invincible audace, celle de 500 000 esclaves insurgés, déterminés à s'affranchir par eux-mêmes [...] pour fonder un nouveau pays, celui de leur liberté et de leur dignité, écrivait dans *La Presse* Michaëlle Jean, ex-gouverneure générale du Canada. L'enquête du *New York Times* fait la démonstration de ce que Haïti aurait pu réaliser en matière de développement économique, de construction d'infrastructures, de services éducatifs et de santé, si cet argent n'avait pas été envoyé aux anciens esclavagistes. »

Vous croyez en L'ÉGALITÉ DES CHANCES ?

Faites une différence avec nous.

Agissez avec nous pour l'éducation au Bénin, au Cameroun, en Guinée, au Rwanda, au Sénégal et au Togo.

pcucle.ca/les-mandats

Programme CLÉ

En partenariat avec Canada

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. La rédaction du *Devoir* n'y a pas pris part.



Bernard Sévigny donnant une formation aux équipes de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) au Cameroun. PHOTO PROGRAMME CLÉ

L'éducation, un puissant outil pour changer le monde

« L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde », disait Nelson Mandela. C'est avec la même conviction que le Programme Compétences Leadership Éducation (CLÉ), un programme de coopération volontaire qui a vu le jour en 2020, compte améliorer le bien-être économique et social des personnes les plus marginalisées au Bénin, au Cameroun, en Guinée, au Rwanda, au Sénégal et au Togo. Gros plan sur une approche originale qui fait bouger les choses.

Quand on demande à Bernard Sévigny, coopérant volontaire pour le Programme CLÉ et ancien maire de Sherbrooke, pour quelle raison il s'est joint au Programme CLÉ, l'homme politique donne deux réponses : d'abord, parce que l'éducation lui tient grandement à cœur, particulièrement celle des jeunes filles qui manquent d'opportunités, et ensuite parce qu'il souhaitait voir l'impact concret de ses actions. En effet, si l'éducation est dans l'ADN du Programme CLÉ, c'est qu'elle permet de susciter des changements pérennes au sein des communautés, bien au-delà de la présence des équipes sur le terrain. C'est pourquoi le modus operandi du Programme CLÉ consiste à habiliter ses partenaires locaux à s'engager plus efficacement en faveur d'une éducation de qualité sur le long terme. Pour y arriver, le Programme CLÉ recrute des expertes et experts du Canada qui se rendent dans les six pays d'intervention en Afrique. Ces personnes évaluent les besoins des organisations partenaires, conjointement avec les équipes sur place, pour leur apporter du renfort. Les trois piliers du projet – la Fondation Paul Gérin-Lajoie, Éducation internationale et la Fédération des cégeps – apportent par ailleurs leurs expertises complémentaires aux gouvernements des pays d'intervention pour renforcer les systèmes éducatifs et de formation. L'objectif ? Transformer des vies durablement, ici comme ailleurs.

Bernard Sévigny fait partie de ces volontaires qui ont vu leur vie transformée. Il admet, lors d'une entrevue en octobre, qu'il vit une véritable expérience humaine depuis son arrivée au Cameroun en août dernier. Réalisant actuellement un mandat de trois mois en développement de politiques et procédures pour l'organisation Cameroon Education For All Network (CEFAN) grâce au Programme CLÉ, l'ex-maire en avait beaucoup à dire sur son travail d'appui et de formation. Voilà comment il résume sa façon d'appuyer l'organisation partenaire : « J'ai pris les éléments qui existaient, j'ai eu des rencontres pour voir la conception et la perception des choses du côté du CEFAN. J'ai préparé des structures de politiques avec chacun des éléments [...] J'accompagne l'organisation et je propose des options pour que l'équipe fasse des choix de façon éclairée. Nous cherchons ensemble à comprendre le contexte pour faciliter l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité au Cameroun. »

Pour renforcer l'efficacité des organisations partenaires et les préparer à faire face aux enjeux de l'avenir, les équipes du Programme CLÉ comprennent des expertes et experts en informatique, en pédagogie, en égalité de genre et inclusion, en environnement, en entrepreneuriat, ainsi qu'en administration et en gestion, à l'instar de Bernard Sévigny. Ces volontaires, recrutés tout au long de l'année, sont ainsi appelés à œuvrer aux côtés de partenaires tous azimuts du secteur éducatif. À titre d'exemple, au Cameroun il s'agit des ministères chargés de l'éducation de base, de l'enseignement supérieur et de l'emploi et de la formation professionnelle et de trois organisations de la société civile, comme la CEFAN.

L'union fait la force

S'il faut tout un village pour élever un enfant, il faut encore plus de ressources pour susciter des changements durables dans le secteur de l'éducation. C'est pourquoi le Programme CLÉ cherche à « tirer parti des forces et des expertises de chacune et chacun pour appuyer au mieux ses partenaires, comme l'explique Maxime Allard, directeur du programme. Nous voulions renforcer les systèmes éducatifs en Afrique, mais pour renforcer des systèmes, il nous fallait aller chercher le savoir-faire existant », ajoute-t-il. C'est justement pour avoir un effet plus structurant sur les parcours d'éducation et de formation que les trois organisations, représentant chacune les réseaux des cycles d'éducation et de formation du Québec, ont souhaité se réunir en consortium. Dès lors, la Fondation Paul Gérin-Lajoie fournit une expertise en éducation de base, Éducation internationale, en formation professionnelle, et la Fédération des cégeps, en formation technique et supérieure, décuplant ainsi la force de frappe du Programme CLÉ et de ses volontaires.

Afin de maximiser le renforcement de capacités offert aux partenaires et l'atteinte de ses résultats, le Programme CLÉ s'associe avec deux partenaires stratégiques œuvrant dans le secteur de l'éducation sur le continent africain : l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation de l'Organisation internationale de la Francophonie et le Forum des éducatrices africaines, une organisation non gouvernementale panafricaine fondée par cinq femmes ministres de l'Éducation. Ces partenaires offrent au Programme CLÉ un accès privilégié aux six pays d'intervention, en plus d'offrir leurs expertises en enseignement, en insertion professionnelle et en égalité de genre. À en croire

LA COOPÉRATION VOLONTAIRE

Bien connue dans le monde de la coopération internationale, la coopération volontaire permet, comme l'explique le gouvernement du Canada, « de participer aux efforts d'aide au développement international du Canada ». Alors que la Politique d'aide internationale féministe du Canada célèbre ses cinq ans, le Programme CLÉ redouble d'efforts pour recruter et déployer des centaines de volontaires.

C'est grâce au soutien financier du gouvernement du Canada que le Programme CLÉ recrute des volontaires. À l'international ou à distance à temps partiel, chacun des mandats de trois à 12 mois contribue aux efforts d'aide internationale du Canada.

les dizaines de partenaires qui ont déjà bénéficié de l'appui de volontaires, l'association d'une pluralité d'institutions est une approche structurante qui porte ses fruits.

C'est du moins ce qu'en pense Rosine Ahonlonsou Sogbossi, directrice de l'école inclusive Les Hibiscus et présidente de l'ONG La Colombe Hibiscus à Cotonou, au Bénin. Son école accueille des enfants en situation de handicap pour lutter contre leur exclusion scolaire, une pratique malheureusement encore trop fréquente dans cette région. Grâce à l'expertise des volontaires du Programme CLÉ, son équipe développe « des techniques pour sensibiliser les environnements scolaires à l'inclusion des personnes marginalisées », raconte-t-elle. Éric Dossa, professeur et directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale béninoise Réseau d'Appui aux Initiatives Locales (RAIL), ne tarit lui aussi pas d'éloges à l'endroit du programme : « J'ai pris conscience grâce au Programme CLÉ que certains de nos potentiels étaient inexploités. C'est pour ça qu'aujourd'hui, nous avons changé notre façon de travailler afin de rendre nos activités plus visibles et notre organisation plus performante. » Plus concrètement, l'organisation non gouvernementale consacrée à l'amélioration des conditions de vie de populations défavorisées au Bénin, a bénéficié d'appui et d'accompagnement du Programme CLÉ dans plusieurs secteurs, dont en environnement. Cet apport a permis d'ouvrir les perspectives de l'école-jardin. Les jeunes, qui y sont formés aux emplois verts, voient de nouveaux horizons s'ouvrir à elles et à eux.

Une quarantaine d'organisations à travers six pays reçoivent ce type d'accompagnement de la part du Programme CLÉ, leur permettant de renforcer leur soutien à des jeunes, à des personnes de tous âges et à des communautés toutes entières. En favorisant une éducation et des formations de qualité, de nouvelles portes s'ouvrent pour ces personnes, laissant entrevoir des sociétés transformées grâce à leur leadership et des avenir plus prospères, plus justes et plus durables.

Si cette vision vous interpelle, joignez-vous aux équipes du Programme CLÉ, qui recrute tout au long de l'année des volontaires à l'international et à distance.

Découvrez tous les mandats dès maintenant : www.pcvcle.ca/les-mandats

Programme CLÉ



Des volontaires du Programme CLÉ en décembre 2021, à Yaoundé au Cameroun. PHOTO PROGRAMME CLÉ